

Mardi 28 mars Grève interprofessionnelle pour le retrait du CPE

1,5 million dans la rue et Villepin n'entend toujours rien ■ Les organisations syndicales de salariés appellent à réussir la journée de mobilisation du 23 mars initiée par les organisations de jeunesse ■ 70% de la population se déclarent opposés au CPE ■ Le CPE nous concerne tous ■ Le gouvernement organise la casse du droit du travail ■ Le 28 mars toutes et tous en grève ■

Les manifestations du samedi 18 mars ont rassemblé 1 million et demi de personnes dans la rue. Etudiants, lycéens et salariés de toutes générations ont exprimé leur ras-le-bol de la précarité et leur refus du CPE et du CNE. Le 1er Ministre s'acharne pourtant à en vanter les mérites et répond par l'intransigeance et le mépris à l'exigence forte qui monte partout dans le pays depuis plus d'un mois. Etudiants et lycéens continuent leur mouvement et le développent chaque jour un peu plus.

Tous les salariés sont concernés par le CPE : si on le laisse passer, nous savons bien qu'ensuite ce sera au tour du CDI d'être mis en cause. Globalement, la précarité gagne tous les secteurs. Aucune profession n'est à l'abri, ni dans le public, ni dans le privé. Partout ils veulent des salariés dociles : le meilleur moyen pour cela est d'affaiblir le droit du travail et les garanties collectives et statutaires.

Le CPE, c'est la possibilité à tout moment de licencier sans motif n'importe quel salarié de moins de 26 ans durant deux ans. Le CNE, c'est la possibilité de licencier sans motif n'importe quel salarié dans les entreprises de moins de 20 salariés. Les contrats précaires (CDD, seniors, stagiaires, CI-RMA, contractuels...) sont déjà très nombreux. Contre la précarité, le gouvernement ne propose qu'une solution : créer de nouveaux contrats encore plus précaires ! Avec toutes ces mesures, tous les salariés sont entraînés dans un mouvement d'affaiblissement de leurs droits : l'absence de droits de certains salariés dans une entreprise précarise en cascade tous les salariés de toutes les entreprises.

Bloquer le pays par une grève interprofessionnelle

Les étudiants et lycéens sont dans l'action depuis plus d'un mois. Les journées de manifestations et de débrayages n'ont pas suffi pour faire reculer le gouvernement ; il faut maintenant passer à une étape supérieure : bloquer le pays par la grève interprofessionnelle.

Le 28 mars, c'est aussi notre réponse aux violences policières et à la responsabilité gouvernementale dans cette situation. Cyril , salarié de Orange et adhérent de Sud Ptt, est dans le coma suite à des exactions policières à la fin de la manifestation du 18 mars à Paris.

L'ensemble des organisations syndicales de salariés, étudiantes et lycéennes appellent à une journée de grèves et de manifestations dans tout le pays le 28 mars. Ce jour-là, la grève doit être massive dans toutes les entreprises publiques et privées. Et il nous faut débattre dès maintenant des suites du mouvement si le gouvernement continue à faire la sourde oreille !

Nous pouvons et nous devons gagner : retrait du CPE et du CNE

Toutes et tous en grève

toutes et tous dans la rue mardi 28 mars

Violences policières : Cyril dans le coma

Samedi 18 mars, à Paris, place de la Nation, un adhérent de Sud Ptt, Cyril, a été piétiné par les forces de l'ordre, lors d'une charge. Les forces de l'ordre ont laissé Cyril sans secours immédiat et ce sont deux étudiantes qui ont appelé les pompiers. Cyril souffre d'un traumatisme crânien très important et il est tombé dans le coma après son transfert à l'hôpital. Les déclarations de l'entourage du gouvernement cherchent à salir la victime en faisant état de son état d'ébriété, comme si cela pouvait expliquer le polytraumatisme qui l'a plongé dans le coma et exonérer les forces de l'ordre de leurs responsabilités. De nombreux témoignages nous permettent d'établir avec certitude la réalité des violences policières envers Cyril.

Nous demandons l'ouverture d'une enquête parlementaire sur les pratiques des forces de l'ordre. La Ligue des Droits de l'Homme a accepté de se saisir de ce dossier pour nous aider à faire toute la vérité. La fédération Sud Ptt, en lien avec la famille de Cyril, annoncera rapidement les suites judiciaires qu'elle entend donner à cette affaire. Elle lance un appel à toutes les personnes présentes place de la Nation au moment des faits qui seraient susceptibles d'apporter leur témoignage : elles peuvent s'adresser à Sud Ptt : 01 44 62 12 00 et sudptt@sudptt.fr

Notre solidarité pleine et entière va à Cyril et à ses proches. Nous mettrons tout en oeuvre pour que toute la lumière soit faite et toutes les responsabilités clairement établies !

Déclaration des organisations syndicales d'étudiants, de lycéens et de salariés réunies le 20 mars 2006.

Unef, Cé, Unl, Fidl, Cfdt, Cfe-Cgc, Cftc, Cgt, Fo, Fsu, Solidaires, Unsa

Après la formidable ampleur de la manifestation du samedi 18 mars qui a vu descendre dans la rue plus d'1,5 millions de personnes pour obtenir le retrait du CPE et devant l'obstination du gouvernement, les organisations syndicales d'étudiants, de lycéens et de salariés appellent à amplifier la mobilisation.

Les organisations syndicales de salariés soutiennent la mobilisation du 23 mars initiée par les étudiants et lycéens et appellent à contribuer à sa réussite. L'ensemble des organisations syndicales appelle le 28 mars à une journée d'action interprofessionnelle avec arrêts de travail, grèves et manifestations.

Suite à l'appel solennel lancé dès samedi par l'ensemble des organisations syndicales, le gouvernement doit avoir la sagesse de sortir de l'impasse dans laquelle il s'est mis : il doit retirer le CPE.

Ce retrait lèverait l'hypothèque à l'ouverture des négociations pour l'emploi et l'avenir des jeunes.